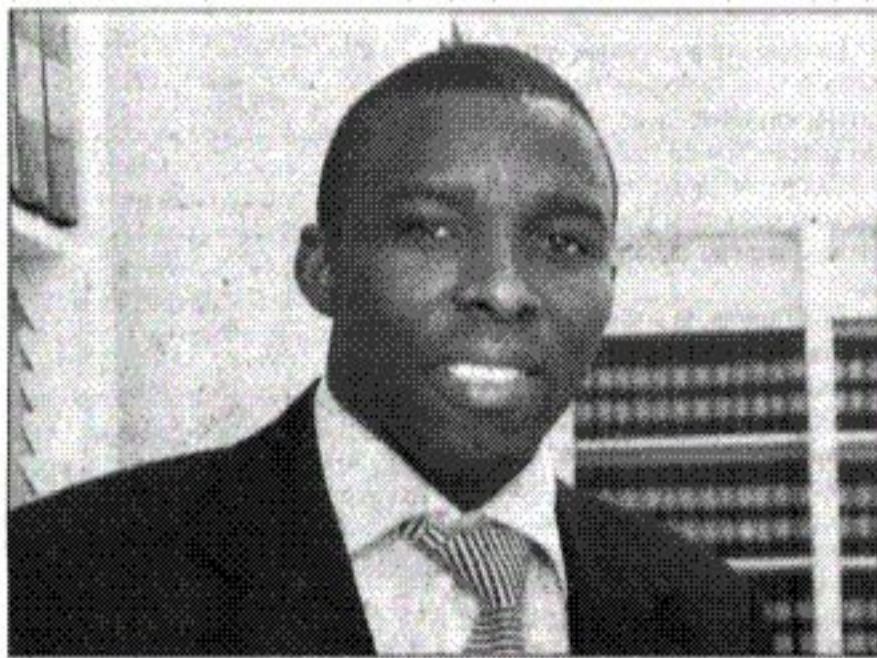


RENCONTRE

Regard africain sur notre territoire

La préfecture des Deux-Sèvres accueille depuis quelques semaines, un stagiaire de l'ENA. Sa particularité ? Il est Togolais et regarde le département avec un œil différent. La réforme des collectivités l'intéresse.



Mandjabita Kpemoua, du Togo au Poitou.

Originaire du Togo, Mandjabita Kpemoua n'en est pas moins élève à l'ENA, en cycle international. Il termine un stage de six mois en préfecture des Deux-Sèvres, au cours duquel il a notamment travaillé sur les conséquences de la réforme territoriale dans notre département, réforme qui va entraîner la suppression des communautés des communes actuelles au profit de structures plus importantes, correspondant sans doute à l'échelle des actuels pays (comme le pays de Gâtine, par exemple). Une aubaine pour cet étudiant posé et souriant qui explique : « dans mon pays, nous sommes dans une phase de décentralisation. Pour la première fois il va y avoir des élections locales en 2011 - en espérant que ça aboutisse ! Pour l'instant, les communes n'existent pas au Togo, les représentants locaux sont nommés par le pouvoir central. Or sur le plan administratif tout est calqué

sur le modèle français. C'est donc intéressant pour moi de voir comment et pourquoi vous procédez à une sorte de re-centralisation alors que nous sommes en train de décentraliser ». Mandjabita Kpemoua terminera son cursus à l'ENA en mai prochain, après quoi ce sera le retour au pays pour cet ancien journaliste qui a laissé sa femme et ses deux enfants au Togo. Là-bas, il souhaite se mettre à la disposition d'un ministère, « dans l'administration territoriale ou la gestion des collectivités », précise-t-il. En attendant, il gardera un souvenir attachant de son passage en Deux-Sèvres. « C'est le département le plus proche de chez moi que j'ai eu l'occasion de fréquenter, explique-t-il, et c'est aussi le département où, je crois, le Togo est le plus connu : il y a treize jumelages avec mon pays sur le territoire ».

L.S.

PRÉFECTURE

Bilan et ambitions préfectorales

La préfète des Deux-Sèvres, Christiane Barret, s'est prêtée au rituel des vœux, le 18 janvier devant la presse. La représentante de l'État a dressé le bilan de ses actions en matière de sécurité routière, d'agriculture, d'emploi. L'emploi qui sera justement la cible de l'action préfectorale en 2011.



Au centre, Christiane Barret, entourée des chefs de service de la préfecture.

Le développement économique et l'emploi seront au cœur des préoccupations préfectorales en 2011. Les diverses mesures de soutien aux entreprises restent d'ailleurs d'actualité : offre de garantie pour les prêts des entreprises, fonds national à l'innovation (le dispositif d'OSEO), fonds national de revitalisation du territoire. Mais cette année, le nouveau fer de lance de la préfète sera l'alternance, « c'est un processus gagnant-gagnant : l'occasion pour les jeunes d'apprendre un métier et pour les entreprises de partager un savoir-faire » estime-t-elle.

Christiane Barret rappelle par ailleurs qu'en 2010 « 5.200 embauches ont bénéficié de l'opération zéro charge », autrement dit d'une exonération totale des charges patronales, et que « d'autre part, le département a bénéficié de 4.800 contrats aidés pour l'insertion de personnes en difficulté, ainsi que 2.000 contrats de transition professionnelle ».

L'agriculture toujours fragile

En Deux-Sèvres, l'année passée s'est révélée moins dramatique que la précédente pour les agriculteurs : après une chute de 39 % en 2009, le revenu net agricole a enregistré une augmentation en 2010 (+ 30 % au niveau national). Mais cette augmentation est une moyenne, le chiffre cache en réalité d'importantes inégalités. Les céréaliers par exemple ont profité de l'envolée du prix du blé si bien que leurs revenus enregistrèrent à eux seuls un bon de 130 %. Pour les autres en revanche, le bilan est plus mitigé. Cette année la préfète entend donc poursuivre ses discussions avec les différentes filières, notamment avec les producteurs laitiers qui appréhendent la fin annoncée des quotas laitiers européens⁽¹⁾. Bref, Christiane Barret renouève

sa volonté de soutenir les « filières qui souffrent, à cause des prix insuffisamment rémunérateurs et malgré la mise en place de mesures nationales ».

L'or bleu source de convoitises

La représentante de l'État se félicite par ailleurs des accords trouvés avec le monde agricole pour la gestion de l'irrigation. « Nous avons pu affiner nos modes de fonctionnement, estime-t-elle, c'est un peu un travail de dentelle mais je crois que nous avons collectivement réussi. Il n'en demeure pas moins que les cours d'eau ont souffert cette année » reconnaît la préfète, laquelle a obtenu que soit reconnu l'état de calamité pour tout le nord du département durement touché par la sécheresse.

D'autre part, les agriculteurs sont, avec les associations de protection de l'environnement, au cœur des négocia-

tions concernant le SAGE, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du pays niortais et du marais. Un schéma qui n'a de sage que le nom, les négociations ayant pour l'instant échouées entre les différents acteurs. Sur ce dossier Christiane Barret veut rester optimiste mais elle prévient : « chacun est face à ses responsabilités, en cas de désaccord il me reviendra de trancher ».

Trop de morts sur les routes

Enfin, en matière de sécurité routière, le bilan de l'année écoulée est très « contrasté ». D'abord, des raisons de se féliciter : les accidents ont diminué de 38 %, le nombre de blessés a été réduit de moitié tout comme les hospitalisations qui en découlent. Pourtant, le fait marquant reste l'augmentation du nombre de morts sur les routes : 37 décès contre 34 en 2009. La préfète parle d'« un phé-

nomène très préoccupant. Nous menons pourtant des actions préventives, on voit des gendarmes sur les bords des routes ! Mais il y a des irréductibles qui pensent que les accidents, ça n'arrive qu'aux autres. Ce sont ceux-là qu'il faut toucher. Il faut savoir également que l'alcool est responsable de 9 des 37 accidents mortels enregistrés en Deux-Sèvres en 2010, ajoute la préfète. D'ailleurs nous nous apprêtons à signer une convention, sur la base du volontariat, avec les responsables de discothèques. L'idée étant toujours « celui qui conduit, c'est celui qui ne boit pas ! ». Un message maintes fois répété dans les médias et qui semble, pourtant, avoir bien du mal à passer... »

Laure SIBILEAU

(1) voir article ci-contre : 250 producteurs de lait inquiets.

ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE LAIT INDÉPENDANTS

250 producteurs de lait inquiets

« S'unir, pour tenir ! ». C'est en substance le message délivré par l'Association des producteurs de lait indépendants (APLI) aux 250 producteurs laitiers poitevins venus assister à une réunion d'information, à Viennay. Face aux industriels, les producteurs veulent reprendre la main.

L'association des producteurs de lait indépendants s'est distinguée à plusieurs reprises depuis la crise du lait de 2009, elle est notamment à l'origine de la fameuse « grève du lait » qui avait alors défrayé la chronique. Depuis, si le cours du lait s'est redressé, les producteurs n'acceptent plus de perdre de l'argent

et de vendre à perte. Pourtant, avec la fin des quotas laitiers européens, s'annonce maintenant une nouvelle source d'inquiétudes : la « contractualisation », autrement dit l'engagement par contrat d'un producteur avec un industriel. « Attention, danger ! » prévient l'APLI « si chacun signe dans son coin c'est la loi du marché qui va régner » !

La contractualisation

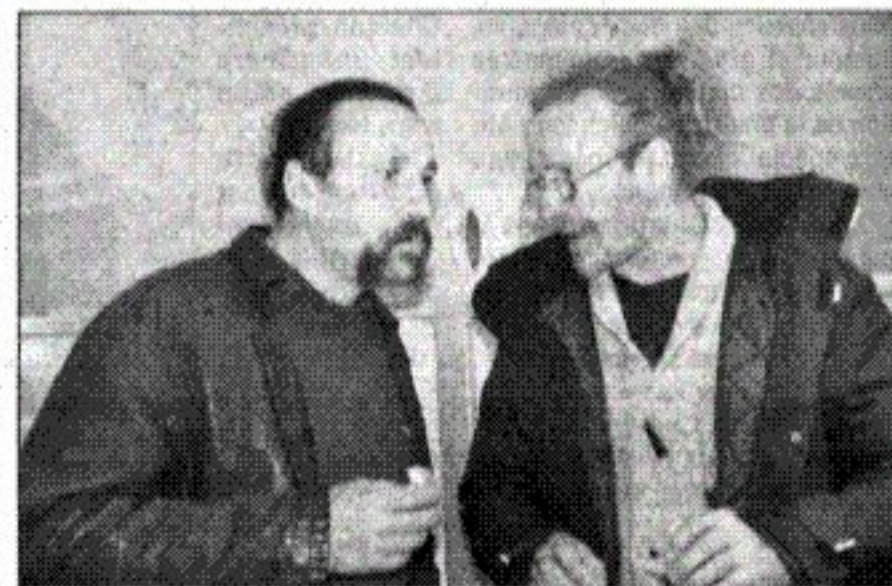
Ces contrats engageront les producteurs en termes de quantité et de qualité, mais sans aucune mention de prix. « On va se retrouver le fil à la patte, sans aucune marge de manœuvre, explique Pascal Massol, président national de l'APLI, invité à Viennay. Nous proposons aux producteurs de signer des contrats collectifs, notre objectif est que

33 % de la production française passe sous contrat collectif. C'est un moyen de mettre en concurrence les industriels, et non plus les producteurs entre eux ! Il faut reprendre le pouvoir, ne plus laisser le prix de vente aux mains des seuls acheteurs ».

Et de prendre exemple sur la Suisse, où la contractualisation a complètement déstructuré le marché, faute d'organisation efficace des producteurs. Paul Ecoffey, agriculteur suisse, en témoigne devant ses homologues poitevins médusés : « le résultat chez nous, c'est qu'aujourd'hui nous vendons à 37 centimes d'euros le litre alors que nous estimons les coûts de production à près de 60 centimes ! Or, à un moment, on doit arrêter de chercher à tout prix à baisser nos coûts de production, il y a un prix plancher au-delà duquel il est impossible de produire un minimum de qualité ».

Vers une marque de Lait équitable

Pour garantir aux éleveurs de vivre de leur production, l'APLI veut aller plus loin encore : elle a déposé une marque de lait équitable. Lait'sprit garantira un revenu minimum à l'agriculteur et une qualité assurée au consommateur : « par cette marque, on imposera un cahier des charges aux transformateurs, explique Paul de Montvalon, président de l'Office du Lait, structure adossée à l'APLI. Parce qu'il



Benoît Biteau, vice-président du Conseil régional et Pascal Massol, président de l'APLI nationale.

fait aussi que les consommateurs sachent que le lait entier UHT qu'on leur vend, c'est de l'eau blanche : il est tellement filtré qu'il perd de sa matière grasse et beaucoup de ses qualités nutritionnelles. Du coup les industriels enrichissent le produit fini sous forme artificielle ». Des procédés qui hérissent les producteurs, ils ont, une fois de plus, le sentiment d'un immense gâchis.

Solutions hyper-locales et solitaires

En Deux-Sèvres, quelques producteurs ont essayé de s'affranchir partiellement des industriels. Ils se sont essayés à la vente directe en installant des distributeurs de lait

automatiques sur des parkings de grandes surfaces. C'est le cas à Niort, Bressuire et Parthenay. Dans la capitale gâtinaise le distributeur appartient au GAEC La Voie Lactée, de Vernoux-en-Gâtine. Mais ses propriétaires sont plutôt déçus : les ventes (en moyenne 45 litres par jour) remboursent tout juste l'investissement, sans parler du temps à y consacrer. D'autres estiment de toute façon qu'à peine 2 % de la clientèle des supermarchés se montre intéressée par la démarche. L'idée n'a donc pas encore réellement fait ses preuves, ni auprès du consommateur, ni auprès des producteurs.

Laure SIBILEAU

Les lycéens exposent des antiquités de laboratoire

Quand sciences riment avec antiquités et permettent à des lycéens de découvrir un patrimoine scientifique oublié, cela donne un travail d'archiviste qui devient une exposition au musée de la ville.

Au lycée Ernest Pérochon, les élèves ont exploré les fonds de placards. Ils en ont sorti de véritables curiosités qui sont exposées jusqu'au 27 mars au musée municipal de Parthenay. Ces objets, outils de mesure physique, datent du XIX^e siècle et les matières synthétiques n'avaient pas encore main mise sur la manufacture. Ces instruments tout de bois, de métaux et de verre, portent des noms parfois énigmatiques qui éveillent la curiosité du visiteur : « bouteille de Leyde », « appareil de Masson », « pyromètre à levier »...

Le travail d'inventaire, commencé en 2009 avec quatre classes de seconde, a permis d'aborder de façon scientifique les notions de conservation, de manipulation, de

méthodologie avec les professeurs de sciences physiques, les laborantins du lycée et des spécialistes du Conseil Inter-régional des Musées. Le fruit de ce travail est d'ores et déjà visible sur un blog⁽¹⁾, réalisé par les élèves - comprenant notamment de très belles photographies.

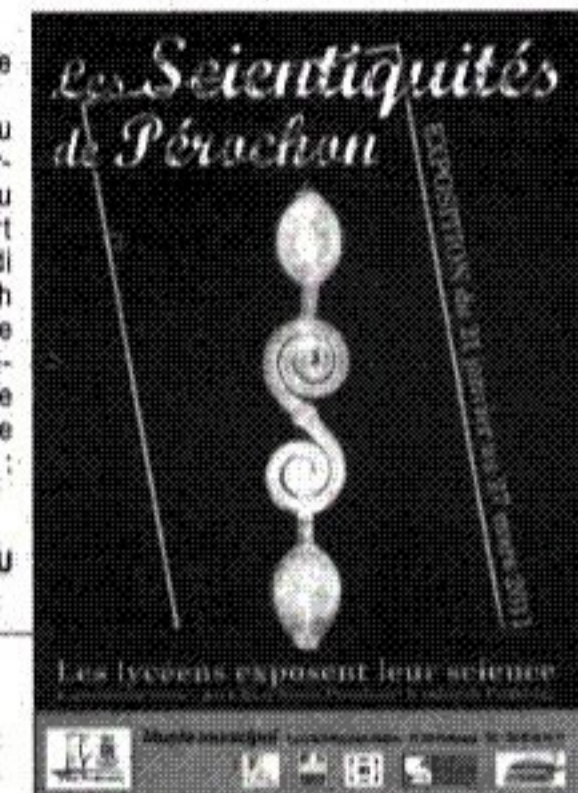
Pour finir, depuis septembre dernier, 24 lycéens ont concocté cette exposition hors les murs, destinée au musée de la ville. L'occasion de plancher sur la scénographie, les supports de communication, le montage d'une expo... Pour ce faire chaque élève s'est attelé à la présentation d'un objet : histoire, description et usage de l'instrument à travers le temps. Il ne leur reste plus maintenant qu'à assurer les visites guidées pour les 210 élèves du lycée qui se déplaceront bientôt

pour découvrir le fruit de leurs travaux.

Les scientiquités, au musée municipal de Parthenay 1 rue de la Vau Saint-Jacques. Ouvert du mercredi au vendredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h ; le dimanche de 14 h 30 à 18 h et le premier vendredi de chaque mois jusqu'à 20 h. Entrée gratuite pour tous. Tél. : 05.49.64.53.73.

Laure SIBILEAU

(1) www.clubmusees.org/blog/ cm-perochon



Jusqu'au 27 mars au musée municipal.



Pascal Ecoffey, Pascal Massol, Fabien Laurantin, président départemental de l'Apil et Paul de Montvalon, président de l'office du lait.